

## LES BANQUES DANS LE VERT

Selon les chiffres – encore provisoires – de la CSSF, le résultat avant provisions du secteur bancaire atteindrait EUR 5.770 millions pour l'exercice 2009. Soit une progression de 1,4% par rapport à 2008. Le produit bancaire reste inchangé à EUR 10.147 millions, porté par l'appréciation des marchés financiers, tandis que les frais généraux reculent de 2,9% à EUR 4.459 millions.

## MADOFF: UBS SAVAIT

Selon le quotidien *La Tribune*, l'operating memorandum du fonds LuxInvest – un document interne mais qui n'est ni officiel, ni destiné à être rendu public – cite nommément le rôle de Bernard Madoff, qui apparaissait à tous les maillons de la chaîne et cumulait les fonctions de «broker-dealer», sous-dépositaire et gérant. Un cumul qui contrevient à la réglementation en vigueur, qui interdit la double fonction dépositaire-gérant. Pour *La Tribune*, le prospectus remis par la suite à la CSSF serait pour partie inexact, posant ainsi la question de sa légalité. Et le quotidien de parler ouvertement de fraude de la part d'UBS. Contacté, UBS affirme avoir agi en conformité avec les réglementations en vigueur et n'avoir abusé ni les investisseurs, ni la CSSF quant au rôle de Bernard Madoff dans le fonds. Et d'ajouter que ce document interne n'a aucune valeur juridique.

Des bonnes notes  
et des bulles

La Coface table sur une croissance mondiale de 2,7% en 2010

En relevant les notes d'une vingtaine de pays dans le monde, l'assureur crédit confirme une légère reprise. Mais le ciel est loin d'être dégagé.

FABRICE BARBIAN

A1 pour le pays rating (mesure le risque d'impayés) et A2 pour l'environnement des affaires. Ce sont les notes attribuées au Luxembourg, par la Coface (assurance crédit, affacturage, gestion de créances, notation et information d'entreprise) dans son «*Guide Coface Risque Pays 2010*». Cet ouvrage présente la situation économique, les perspectives de l'année et apprécie le risque de 156 pays.

Avec ces résultats (la meilleure note est A1, la moins bonne D), le Grand-Duché figure parmi les pays qui abritent des entreprises capables d'honorer leurs paiements en date et en heure, compte tenu de la qualité de l'environnement des affaires et des perspectives économiques. L'A2 (et pas A1) accordé au monde des affaires est notamment lié au fait que l'information commerciale «reste difficile à obtenir», indique la Coface.

«La transparence n'est pas uniquement une question d'exhaustivité de l'information. C'est également lié à la vitesse avec laquelle les informations sont actualisées ou publiées et les procédés techniques utilisés pour ce faire», souligne Paul Huberlant, le patron de Coface Luxembourg «le Grand-Duché doit également veiller à renforcer les obligations en matière de publication de comptes annuels, faciliter et élargir l'accès aux données des registres de commerce tout en en optimisant le traitement. Il est également important de rappeler aux entreprises que le plan comptable normalisé entre en application dès 2011».

A2, c'est également la note accordée par la Coface à différents pays européens, notamment à la France et à l'Allemagne, qui s'ils n'ont pas renoué avec leur note d'avant-crise (à l'exception notable de la Suède A1) enregistre donc une amélioration du climat des affaires.

C'est aussi le cas pour le Japon, Hong-Kong, l'Australie, les États-Unis ou le Canada. La Chine (A3) n'évolue pas mais a, dès septembre dernier, enregistré une amélioration de sa situation. «Le mouvement de reflux des



AFP Photo/Jean Pierre Muller

Pour la Coface, l'industrie agroalimentaire, la pharmacie et les services de télécommunication sont les trois secteurs qui devraient bien se développer en 2010, notamment sur les marchés émergents

impayés signifie bien que la crise de crédit en tant que telle est terminée. Ceci est corrélé à la fin de la récession dans la plupart des grands pays industrialisés au troisième trimestre 2009.

Ainsi, après avoir procédé à de nombreuses vagues de déclassifications de notes tout au long de la crise, Coface assouplit les perspectives des notes de tous les pays industrialisés. Sauf celles du Royaume-Uni, de l'Italie et des PIGS (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne) qui restent en A3, certains toujours assortis d'une surveillance négative», souligne la Coface. En tout une vingtaine de notes ont été revues à la hausse.

Avec la fin de la crise du crédit «d'une ampleur exceptionnelle mais très brève» d'après Yves Zlotowski, économiste en chef de la Coface lors du 14<sup>e</sup> «Colloque risque pays 2010» qui a rassemblé 1.500 décideurs à Paris le 18 janvier, la Coface prévoit une croissance mondiale de 2,7% en 2010, tirée par les pays émergents (5,3%), dont certains à l'image du Brésil notamment, ont su faire les bons choix, au bon moment pour limiter la casse. Mais si une reprise molle se dessine, de nombreux nuages s'amoncellent aussi.

## GROS NUAGES

Pascal Lamy, le directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a insisté sur la nécessité de rester par-

ticulièrement vigilant face au protectionnisme «qui ne protège pas mais qui peut être réclamé par les opinions publiques face à la montée du chômage (ndlr: l'emploi va encore se dégrader)» avant d'appeler à une issue rapide du cycle de Doha de libéralisation des échanges.

«Si la situation s'améliore, les marchés comptent encore beaucoup sur les demandes publiques. Il ne faudrait pas que ces aides soient trop rapidement revues à la baisse à cause de la nécessité de mettre en place des restrictions budgétaires», a précisé Yves Zlotowski.

Attention aussi aux évolutions des marchés boursiers... «Personnellement, pour déclencher de nouvelles bulles, je vois deux belles histoires à raconter pour entretenir l'euphorie: la première liée à la Chine, la seconde au développement durable» a quant à lui précisé Gunther Capelle-Blancard, directeur adjoint du CEPII, le principal centre français d'étude et de recherche en économie internationale, faisant allusion à leur déconnexion avec les réalités économiques.

«À mes yeux, les bulles de ce mois-ci ne sont pas celles dont il faut se méfier car tout le monde est pour l'heure encore très vigilants» a insisté Jérôme Cazes, directeur général de la Coface «la grande question est de savoir quand aura lieu le prochain cycle (de crise) en sachant que les crises se succèdent de plus en

plus vite. Il est grand temps, en ce qui concerne la finance, de mettre en place des contrôles avant la mise sur le marché de nouveaux produits. À l'image de ce qui se pratique pour les laboratoires pharmaceutiques, il faut tester ces produits avant de les commercialiser. Agir en ce sens, ce serait déjà œuvrer pour obtenir des cycles plus longs car il y aura obligatoirement d'autres crises».

Et cela permettrait aussi, compte tenu des répercussions des erreurs de la finance sur l'économie réelle, à la Coface de respirer un peu. La multiplication des défaillances d'entreprises coûte cher à un assureur crédit comme la Coface (7.000 collaborateurs dans 67 pays) qui affiche une perte de 103 millions d'euros au premier semestre 2009.

Sa maison mère Natixis (Groupe BPCE - Banque Populaire Caisse d'Épargne) y a injecté 175 millions d'euros et des rumeurs de mise en vente courent.

Au Luxembourg, la Coface compte deux entités: une entité de services spécialisée dans l'information et la notation d'entreprise ainsi qu'une succursale dédiée à l'assurance crédit. En ce qui concerne les ambitions, l'objectif est limpide. «Devenir leader en matière d'assurance crédit» souligne Paul Huberlant qui annonce d'ailleurs l'arrivée de deux nouveaux collaborateurs en ce début d'année.

## VITE LU

## Regus

Regus annonce le lancement du plus important réseau à accès public de vidéocommunication (VC) au monde.

Les 2.500 salles virtuelles de vidéocommunication, disponibles sur le site Web de Regus, et conçues à partir de ses propres centres et des installations de ses partenaires, possèdent une empreinte qui couvre 115 pays et 1.110 villes et zones suburbaines.

Un lancement grâce auquel Regus espère profiter du boom du marché de la vidéocommunication. La firme Gartner estime que celui-ci devrait connaître un taux de croissance annuel de 17,8% entre 2008 et 2013, passant ainsi de 3,8 milliards de dollars à 8,6 milliards de dollars. On estime que la vidéocommunication peut être de 75% moins coûteuse que les voyages.

## MyOfficialStory

MyOfficialStory annonce la parution de la deuxième édition de *Decision Makers Investment Funds Luxembourg*. L'ouvrage sera disponible durant la conférence ALFI de mars, sur le stand de BNP Paribas Securities Services.

MyOfficialStory va adapter le concept à l'Asie. *Decision Makers Investment Funds Asia* est en préparation avec le partenariat de Clearstream, pour une publication prévue en juin prochain.

Le projet portera sur les décideurs asiatiques et fera l'objet d'une tournée en Corée du Sud, à Singapour, à Taïwan et à Hongkong.

## Great Place to Work

L'institut Great Place to Work, créé en 1991 aux États-Unis et spécialisé dans l'organisation et le management, se développe au Luxembourg et publiera au mois de mai prochain son palmarès des «best workplaces», les entreprises où il fait bon travailler. Toute organisation de plus de 50 salariés peut participer à cette étude ([www.greatplacetowork-europe.com](http://www.greatplacetowork-europe.com)).

L'institut s'est donné pour mission de distinguer les entreprises où il fait bon travailler via les palmarès «best workplaces» et d'aider les organisations à devenir des entreprises où il fait bon travailler.

## Agenda

Les éditions Larcier et le *Journal des tribunaux Luxembourg*, organisent le 4 février 2010, à partir de 17.00h, à la Chambre de commerce, un colloque sur le thème «garanties et sûretés mobilières».

Les actes du colloque seront publiés dans le *Journal des tribunaux Luxembourg* de février 2010, qui sera remis aux participants le jour même. Renseignements via [jtl@larcier.be](mailto:jtl@larcier.be), ou par tél.: 00.32.10.48.26.19.